

ACTION URGENTE

UN UNIVERSITAIRE YÉMÉNITE DÉTENU AU SECRET DEPUIS 57 JOURS

Le professeur d'université et responsable politique Mustafa al Mutawakel est détenu au secret par les forces du gouvernement yéménite internationalement reconnu dans un lieu tenu secret depuis près de deux mois. Il a besoin de soins médicaux de toute urgence et risque de subir des actes de torture et des mauvais traitements.

Mustafa al Mutawakel, 61 ans, père de cinq enfants, professeur d'économie à l'université de Sanaa et président de l'Autorité générale pour l'investissement à Sanaa, est détenu au secret depuis le 27 avril. Ce jour-là, vers 8 heures du matin, il a été arrêté au poste de contrôle d'al Falaj, dans le gouvernorat de Ma'rib, au nord-est de la capitale Sanaa, alors qu'il se trouvait à bord d'un bus à destination de Sanaa depuis l'aéroport de Seyoun, après s'être rendu à une conférence au Maroc.

Selon sa famille, Mustafa al Mutawakel a été autorisé à passer un seul coup de téléphone, à son épouse, le jour de son arrestation. Durant ce bref appel, il l'a informée qu'il avait été interpellé par les forces du gouvernement yéménite internationalement reconnu (également appelé *al Shar'ia*), dans le gouvernorat de Ma'rib. Depuis, il est détenu au secret sans pouvoir consulter un avocat ni communiquer avec sa famille, ce qui avive les craintes de torture et de mauvais traitements. Selon les rapports médicaux examinés par Amnesty International, Mustafa al Mutawakel souffre d'hypertension et présente des risques de formation de caillots sanguins. Avant son arrestation, il recevait des soins réguliers et prenait des médicaments pour gérer ses problèmes de coagulation, notamment des prélèvements sanguins réguliers. Si ce traitement est interrompu, le risque est accru que des caillots sanguins se forment et que sa tension artérielle remonte.

En novembre 2016, Mustafa al Mutawakel a été nommé président de l'Autorité générale pour l'investissement, contrôlée *de facto* par les autorités houthis/Saleh. Les motifs de son interpellation demeurent flous. Cependant, sa famille pense que c'est sans doute en raison des liens avec les autorités houthis/Saleh que le gouvernement internationalement reconnu lui prête.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en anglais, en arabe ou dans votre propre langue) :

- demandez au gouvernement yéménite internationalement reconnu du président Hadi de libérer Mustafa al Mutawakel immédiatement, à moins qu'il ne soit remis sans délai aux autorités judiciaires compétentes et inculpé d'une infraction prévue par la loi, conformément au droit international et aux normes internationales ;
- exhortez-les, dans l'attente, à garantir qu'il puisse immédiatement bénéficier des traitements médicaux dont il a besoin, communiquer régulièrement avec sa famille et l'avocat de son choix, et veiller à ce qu'il soit protégé contre la torture et les mauvais traitements.

VEUILLEZ ENVOYER VOS APPELS AVANT LE 3 AOÛT 2017 À :

Directeur du bureau présidentiel

Office of President Hadi

Abdullah Al-Alimi

Courriel : d.aa2013@hotmail.com

**Formule d'appel : Your Excellency, /
Monsieur,**

Ambassadeur de la République du Yémen

aux États-Unis

Ahmed Awad Binmubarak

2319 Wyoming Ave NW

Washington, DC 20008

États-Unis

Fax : +1 202 337 2017

Courriel : information@yemenembassy.org

**Formule d'appel : Your Excellency, /
Monsieur l'Ambassadeur,**

Copies à :

Ambassadeur de la République du Yémen
au Royaume-Uni

Dr. Yassin Saeed Noman Ahmed

57 Cromwell Road

London, SW7 2ED

Royaume-Uni

Fax : +44 (0) 20 7589 3350

Courriel : admin@yemenembassy.co.uk

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Yémen dans votre pays (adresses à insérer) :

Name Address 1 Address 2 Adresse 3 Fax Numéro de fax Courriel Adresse courriel Formule d'appel Formule d'appel

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UN UNIVERSITAIRE YÉMÉNITE DÉTENU AU SECRET DEPUIS 57 JOURS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Plusieurs parties au conflit au Yémen se sont jusqu'à présent rendues responsables de détentions arbitraires, de disparitions forcées et de torture.

Depuis le début des frappes aériennes menées par la coalition dirigée par l'Arabie saoudite, en mars 2015, Amnesty International a recensé des arrestations arbitraires, des détentions et des disparitions forcées imputables au groupe armé houthi et aux forces alliées fidèles à l'ancien président Ali Abdullah Saleh. Des centaines de militants, de journalistes, de défenseurs des droits humains, de membres de la communauté baha'ie, de détracteurs et d'opposants au groupe armé houthi et d'autres personnes se réclamant de divers courants politiques – considérés par les Houthis comme leurs opposants – ont été arbitrairement arrêtés, placés en détention et parfois soumis à des actes de torture et d'autres mauvais traitements. Certains ont été victimes de disparitions forcées.

En outre, Amnesty International a constaté l'arrestation de membres de confession baha'ie par le gouvernement internationalement reconnu du président Abd Rabbu Mansour Hadi. Heshmat Alah Ali Mohammad Sabet Sarvestani, 75 ans, et son gendre Nadim al Sakkaf, 43 ans, ont été placés en détention arbitraire sans inculpation le 11 janvier et soumis à une disparition forcée depuis début avril. Voir l'Action Urgente d'Amnesty International : *Yémen. Deux hommes victimes de disparition forcée*, 19 janvier 2017 (<https://www.amnesty.org/fr/documents/mde31/5519/2017/fr/>).

Human Rights Watch a également recensé des dizaines de cas, dont des enfants, de victimes de détentions arbitraires ou de disparition forcée, dans les gouvernorats d'Aden et de l'Hadramaout en 2016, imputables aux forces yéménites soutenues par les Émirats arabes unis. Voir le Communiqué de presse de Human Rights Watch : *UAE Backs Abusive Local Forces*, 22 juin 2017 : <https://www.hrw.org/news/2017/06/22/yemen-uae-backs-abusive-local-forces>

Nom : Mustafa al Mutawakel
Homme

AU 150/17, MDE 31/6561/2017, 23 juin 2017